

GRUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD
PRÉSIDENT DU GROUPE

Budget participatif : c'est vous qui décidez

Depuis 2001, Paris a multiplié les initiatives en faveur d'une démocratie participative vivante, en créant les Conseils de quartier ou en organisant des concertations approfondies sur les grands projets d'aménagement. Conformément à ses engagements de campagne, Anne Hidalgo franchit une nouvelle étape dans la démocratie directe en permettant d'associer davantage encore les Parisiennes et les Parisiens aux choix qui façonnent leur ville.

Dès cette rentrée, tous les habitants de Paris pourront ainsi choisir des projets pour la capitale et décider directement de l'affectation de 20 millions d'euros d'investissement. Et sur l'ensemble de la mandature, ce sont 426 millions

d'euros, soit 5 % du budget d'investissement de la Ville, qui feront l'objet de choix citoyens.

À partir de 2015, ce budget sera divisé en deux enveloppes. L'une sera réservée aux projets à dimension parisienne, l'autre aux projets localisés dans les arrondissements. À titre d'exemple, les projets de proximité pourront concerner la rénovation d'une crèche, l'aménagement d'un square ou encore la végétalisation d'un mur. Les projets à échelle de la cité tout entière pourront proposer la construction d'un grand équipement sportif ou culturel ou bien la transformation d'une place ou d'un boulevard parisien.

Pour cette première édition, vous pourrez choisir entre plusieurs projets proposés par la Ville. Dès l'année prochaine, les propositions émaneront directement de vous. Ils seront alors expertisés et budgétés par les services de la Ville, les associations, les maires d'arrondissement et les Conseils de quartier puis soumis aux suffrages

des habitants, *via* un site Internet dédié ou encore des votes dans des urnes disposées dans les mairies d'arrondissement. Les projets qui auront remporté le plus de suffrages seront réalisés dans la mandature.

Il s'agit d'une innovation démocratique majeure qui permettra à chacun de s'approprier les enjeux de la cité. À l'heure où la chose publique est tant décriée, où le lien entre les citoyens et leurs représentants est souvent distendu, où beaucoup se sentent exclus des processus de décisions alors qu'elles engagent leur avenir, il est impératif de revitaliser la démocratie directe. C'est tout l'objet de cette initiative qui sera menée sous la responsabilité d'Anne Hidalgo et de son adjointe Pauline Véron, en charge de la démocratie locale, la participation citoyenne, la vie associative, la jeunesse et l'emploi. N'hésitez pas à vous saisir de cette nouvelle opportunité de façonner la ville pour qu'elle corresponde au mieux à vos aspirations. ■

GRUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE
PRÉSIDENT DU GROUPE

À Paris on rentre... dans le dur!

Pas facile cette rentrée 2014 ! Les envolées des grands débats du printemps, des campagnes électorales municipales et européennes, sont loin, et les passions retombées. Il faut dire que pour toutes les familles, les ménages, et l'ensemble des Parisiennes et Parisiens, c'est l'heure des comptes, des factures inattendues, du troisième tiers provisionnel, des nouveaux emplois du temps aux horaires enchevêtrés, des changements de rythmes scolaires et familiaux, c'est la course aux logements, crèches, et autres nounous. La vraie vie reprend ses droits.

À quoi servent donc maintenant tous ces élus ?

Nous sommes 16 élus centristes au Conseil de Paris et bien décidés à travailler avec vous et pour vous.

Nous avons réuni dans un seul groupe, UDI-Modem, nos familles politiques centristes : démocrates sociaux, radicaux, libéraux, écologistes modérés, tous des Européens convaincus.

Nous voulons pour Paris une vraie politique du logement, plus efficace, plus juste, qui réponde enfin à la demande de tous les Parisiens, en particulier les familles, les classes moyennes, dans une véritable vision métropolitaine de long terme.

Dans le même temps, nous voulons nous battre pour reconquérir des espaces de respiration, de circulation non polluantes, de verdure, des lieux où la végétalisation reprendra ses droits sur le béton, l'air pur sur le CO₂, sur le dioxyde d'azote, et autres particules fines, dans un urbanisme moins dense, plus harmonieux.

Enfin nous voulons retrouver à Paris une gestion équilibrée, plus économe des impôts des Parisiens, moins dépensière, qui ne nous surtaxe pas à chaque coin de rue, mais qui s'emploie à notre déve-

loppement et à notre rayonnement en Europe et dans le monde.

Pour ce faire, nous refusons de nous enfermer dans une opposition systématique, dans l'affrontement stérile et dans l'étroitesse d'esprit. Nous nous engageons en opposants constructifs.

À Paris, nous souhaitons incarner une alternative, une force nouvelle, capable de s'ouvrir à des majorités d'idées, et lorsque l'intérêt général des Parisiens est en jeu, nous sommes d'abord guidés par l'efficacité économique, la responsabilité écologique, et la dimension humaine et sociale de chaque mesure. Nous ne sommes prisonniers ni d'une idéologie, ni d'un parti. Libres.

Centristes, nous nous engageons à faire vivre au sein du Conseil de Paris une parole forte et indépendante qui permette d'offrir, sans attendre, des perspectives meilleures au plus grand nombre de Parisiens. ■

GROUPE UMP**NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET
PRÉSIDENTE DU GROUPE****Pour une meilleure gestion
du budget de la Ville**

Juste avant l'été, la Maire de Paris a annoncé être à la recherche de 400 millions d'euros pour boucler le budget de la municipalité. Comment une majorité, un exécutif, installé depuis treize années, peut-il affirmer aux Parisiens qu'il découvre seulement maintenant la situation budgétaire de la Ville ?

Le temps de la campagne passé, le pouvoir en place s'aperçoit qu'il n'est désormais plus aussi facile de se contenter de nier une réalité. Il faut désormais l'assumer.

Il y a près d'un an, nous avions révélé à la presse un document interne de la Direction générale des finances de la Ville qui évoquait déjà des baisses de recettes et des hausses de dépenses à venir. La candidate socialiste l'avait

alors contesté. Désormais élue Maire, elle est forcée d'avouer qu'il s'agissait d'une vérité alors que son adjoint aux finances continue de la réfuter. Sauf à ce qu'il n'ait pas connaissance des notes rédigées par son administration, tout porte malheureusement à croire que sur les questions budgétaires, la majorité ne souhaite pas faire preuve de clarté devant les Parisiens.

Ces dernières années, la Ville a vécu au-dessus de ses moyens, sans compter, sans économiser. Acculée, l'équipe municipale en place est à la recherche de nouvelles recettes pour combler son déficit sans chercher à réduire aucune dépense, ou si peu. Au rythme proposé, il faudrait plus de quarante ans pour ramener la dette de Paris à son niveau d'avant 2001 ! C'est pour cette raison qu'en parallèle, la majorité fait naître l'idée d'augmenter le coût des places de stationnement, celui des PV ou encore de multiplier la taxe sur les nuitées. Ce seront toujours plus

de prélèvements qui pèseront sur le pouvoir d'achat des Parisiens et sur l'emploi.

Face à ces gâchis avérés, à cette gabegie organisée, la municipalité doit s'engager dans la voie d'une gestion rigoureuse en réalisant de vraies économies. Il est temps de mettre fin à ce qui s'apparente à une fuite en avant.

Avec les élus du groupe UMP, nous resterons mobilisés pour que l'exécutif ne fasse pas payer ses erreurs de gestion des dernières années aux Parisiens. Face à une situation aussi pressante nous saurons accompagner l'exécutif lorsqu'il sera guidé par le bon sens. Nous n'y sommes pas. ■

**GROUPE COMMUNISTE -
FRONT DE GAUCHE****NICOLAS BONNET-OULALDJ
PRÉSIDENT DU GROUPE****Ville solidaire de la parole
aux actes**

Alors même que la crise financière et la spéculation immobilière frappent de plein fouet l'écrasante majorité des Parisiens, le gouvernement fait le choix de diminuer le soutien financier qu'il apporte chaque année aux collectivités locales.

L'annonce d'une réduction de 11 milliards des dotations aux collectivités n'a pas tardé à produire ses effets. Dès 2015, la Ville de Paris va subir une baisse drastique de ses moyens alors même que les besoins sociaux ne cessent de croître sous l'effet de la crise. Dès lors, des « experts » nous le répètent chaque jour dans les médias, la solution serait de réduire la dépense publique.

Mais de quoi parlons-nous ? Faut-il construire moins de places en

crèches ? Moins de logements ? Faut-il cesser de financer les associations qui chaque jour agissent dans nos quartiers ? La hausse de la TVA, l'impôt le plus injuste, en est un symbole, pourquelles plus modestes devraient assumer les erreurs des banques et des spéculateurs ?

Bien au contraire, c'est justement en période de crise que la dépense publique doit servir à protéger les plus faibles. Ce choix, la majorité de gauche l'a fait en 2013 lorsque nous avons fait adopter le bouclier social par le Conseil de Paris. Nous sommes déterminés à poursuivre sur cette voie.

Nous le sommes d'autant plus que Paris regorge de richesses qui enflent sous l'effet de la spéculation. Nous ne pouvons plus tolérer que 100 000 logements restent vacants (dont 40 000 ne sont même pas raccordés à l'électricité), que 90 000 résidences secondaires ne soient habitées que quelques jours dans l'année et que plusieurs milliers de mètres carrés de bureaux, obsolètes depuis bien longtemps, restent inutilisés.

C'est pour cela que nous sommes mobilisés pour la création d'une taxe additionnelle sur les logements vacants, sur les résidences secondaires et sur les bureaux vides à Paris qui permettrait de lutter contre le fléau de la spéculation immobilière en incitant les propriétaires à mettre rapidement leur bien en vente ou en location ou, à défaut, de régler une taxe d'un niveau très significatif qui alimenterait le budget de la Ville de Paris. Ces propositions, nous les articulons avec d'autres. Le rehaussement des droits de mutation, à l'image de la décision prise par 89 des 100 départements français, représenterait un gain considérable pour la Ville de Paris, au même titre qu'un rehaussement de la taxe locale de séjour. Enfin, nous rappelons que depuis 2003, l'État a transféré de nombreuses compétences sociales sans avoir transféré les moyens nécessaires. En 2014, cette dette s'élève à 1,88 milliard d'euros. À l'heure du pacte de responsabilité, l'État devrait commencer par assumer les siennes. ■

GRUPE ÉCOLOGISTE DE PARIS

ANNE SOUYRIS
ET DAVID BELLARD
COPRÉSIDENTS DU GROUPE

Rythmes éducatifs : le temps de la décentralisation

En cette période de rentrée scolaire, nous tenons en premier lieu à saluer l'adaptabilité et la mobilisation des écoles parisiennes. Chacun de ces acteurs a permis à la réforme des rythmes éducatifs de se passer au mieux à Paris. Les associations ont favorisé de leur côté l'innovation et la diversification de l'offre périscolaire. Les ateliers qu'elles ont animés ont permis à un nombre important d'enfants de découvrir de nouvelles activités culturelles, sportives, citoyennes...

Mais ce bilan montre également qu'il reste du chemin à parcourir, sur le fond et sur la forme : il est urgent que la concertation, pour

l'instant parfaitement insuffisante entre les différents acteurs (enseignants, parents, animateurs), qui marque la discontinuité éducative de l'enfant dans l'école, revienne à l'ordre du jour.

C'est en effet un véritable projet éducatif territorial – prévu par la loi mais pour l'heure tout à fait théorique – qui sera le garant d'une refondation de l'école digne de ce nom. Pour combattre les inégalités, la Ville de Paris doit aider à une plus grande décentralisation, favoriser les initiatives locales et renforcer la cohésion des communautés éducatives par arrondissement, par quartier, et surtout par établissement. Il est important de faire preuve de souplesse et de permettre à chaque école de mettre en place ses projets de manière autonome et précisément adaptés aux problématiques rencontrées par les enfants.

La question du personnel nécessaire pour réussir l'enjeu de cette réforme est primordiale. L'État doit redoubler d'efforts et mieux

doter les écoles en personnel, conformément aux engagements de la campagne présidentielle, sans oublier les Rased (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté), essentiels à l'accompagnement individualisé des enfants.

Aujourd'hui, le bilan est le suivant : encore une fois, nous ne réussirons pas ce pari majeur de l'école si nous ne changeons pas notre prisme trop jacobin de l'école. Celui-ci en effet, sous prétexte d'une égalité de traitement, renforce les inégalités de fait. Oui, il va falloir décentraliser notre école et permettre à l'imagination de celles et ceux qui la font de résoudre ensemble les problèmes.

Pour les élu-e-s écologistes, la démarche locale et collective pour refonder l'école est une priorité pour le bien des enfants. La Finlande l'a fait, et est devenue championne en matière de réduction des inégalités, pourquoi pas nous ? ■

GRUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

JEAN-BERNARD BROS
PRÉSIDENT DU GROUPE

Paris, à l'avant-garde des concertations citoyennes innovantes

La Mairie de Paris a lancé son premier budget participatif, nouvel outil de participation citoyenne permettant aux Parisiennes et aux Parisiens de proposer et de choisir les projets locaux de demain. La Ville avait déjà expérimenté le budget participatif dans certains arrondissements mais ce nouveau dispositif, porté à l'échelle parisienne et sur l'ensemble des thématiques municipales, constitue un nouveau cap et une nouvelle dynamique pour la démocratie locale.

Le budget participatif doit permettre de renforcer le lien entre habitants et élus, mais surtout de faire en sorte que les Parisiennes et les Parisiens s'engagent davantage dans le devenir de

leur ville : nous avons là, en plus d'un outil démocratique innovant, une initiative qui renforce la citoyenneté.

Ce budget est consacré aux projets en arrondissement, par exemple les projets de création de crèches ou d'aires de jeux dans les parcs et jardins, ainsi qu'à des projets de plus grande ampleur comme de nouveaux espaces publics, des salles de spectacle, espaces associatifs, terrains de sport, ou médiathèques.

5 % du budget d'investissement municipal, soit 426 millions d'euros entre 2014 et 2020, seront consacrés au budget participatif, montant inédit pour un tel dispositif.

Il est fondamental que les habitants s'approprient encore davantage les initiatives liées à la vie de la cité. Les institutions démocratiques et les élus sont confrontés à une crise de confiance voire même de défiance de la part des citoyens : favoriser et inciter à l'expression et à la participation collective est donc une absolue nécessité.

Au-delà de ce budget, Paris mise aussi sur de larges concertations

citoyennes, par exemple en ce qui concerne le processus de végétalisation de 200 lieux de proximité, via le dispositif DansMaRue, qui se base sur des propositions émanant des habitants. La procédure de modification du plan local d'urbanisme est également soumise aux contributions des habitants *via* les mairies et les Conseils de quartier.

Pour accompagner ces démarches ambitieuses, notre groupe a obtenu que l'exécutif municipal abonde de 20 000 euros son budget dédié à la formation des Parisiennes et des Parisiens aux outils du numérique : la fracture numérique, qu'elle soit sociale ou générationnelle, est encore une réalité à Paris, et si nous voulons donner du sens et une réelle ampleur aux processus de concertation mis en place par la Ville, ils doivent impérativement toucher davantage de Parisiennes et de Parisiens.

C'est un point important que nous défendrons tout au long de la mandature afin de permettre une pleine réussite des concertations innovantes voulues par la Maire de Paris. ■